

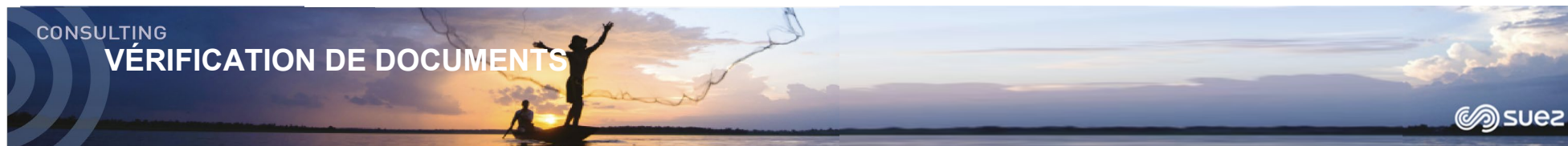


Février 2023
22NBL059



PIECE 1 : CONTEXTE - NOTICE DESCRIPTIVE - BILAN DES PROCEDURES REGLEMENTAIRES





Numéro du Projet : 22NBL059

Intitulé du Projet : SMG35 – AVA – Dossiers réglementaires

Intitulé du Document : Aqueduc Vilaine-Atlantique - Dossier de déclaration d'utilité publique - Evaluation Environnementale – MEC PLU Bovel

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur (Fond, Forme, Reprographie) NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
V1	Fanny RAMAEKERS	Anne RIOUX	24/02/2023	Version initiale
V2	Fanny RAMAEKERS	Anne RIOUX	08/03/2023	Version corrigée suite relectures par SMG Eau 35

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Contexte général et justification du projet....	4
	2.1 Origine du projet	4
	2.2 Principaux intérêts actuels de la Liaison Férel-Rennes	5
	2.3 Un projet structurant : fruit d'une coopération interdépartementale	6
	2.4 Les ressources en eau et besoins en eau par secteurs	7
	2.4.1 Sources des données	7
	2.4.2 Potentiel de production d'eau potable d'Ille-et-Vilaine .	7
	2.4.3 Besoins en eau de l'Ille-et-Vilaine (hors Pays de Saint-Malo)	8
	2.4.4 Evolution des besoins sur 20 ans.....	8
	2.4.5 Evolution des rendements	8
	2.4.6 Perspectives des besoins à l'horizon 2030 et 2040	8
	2.4.7 Bilan de l'évolution actuelle et future des besoins (SDAEP de 2016)	9
	2.5 Une assurance pour l'avenir	10
	2.6 Optimisation des investissements	11
	2.7 Solutions alternatives envisagées.....	11
	2.7.1 Sollicitation plus importante des ressources existantes en Ille-et-Vilaine	11
	2.7.2 Exploitation de nouvelles ressources souterraines.....	11
	2.7.3 Exploitation de nouvelles ressources superficielles en Ille-et-Vilaine	12
	2.7.4 Solution alternative pour la sécurisation de la côte Atlantique	12
	2.8 Etat d'avancement de l'interconnexion Férel-Rennes	12
	2.9 Consistance de la 3 ^{ème} tranche.....	13

2.10	Intérêts spécifiques de la 3 ^{ème} tranche	13
2.10.1	Une ressource supplémentaire pour l'Ille-et-Vilaine ...	13
2.10.2	Secteur SMP Ouest 35	13
2.10.3	Syndicat Mixte Eau des portes de Bretagne	13
2.10.4	Secteur Couesnon (Eau du Pays de Fougères)	13
2.10.5	Communauté de communes de Bretagne Romantique	13
2.10.6	Collectivité Eau du Bassin rennais	14
2.10.7	Pour les secteurs sud	14
2.11	Mode de fonctionnement envisagé.....	14

3 Dossier d'utilité publique..... 14

3.1	Pertinence de l'utilité publique du projet	14
3.2	Régularisation de la Procédure DE dup	15

4 Bilan des procédures applicables au projet . 15

4.1	Régime d'Autorisation au titre de la loi sur l'Eau	15
4.2	Evaluation environnementale au titre du R.122-2 du Code de l'Environnement	15
4.2.1	Procédure retenue	15
4.2.2	Régularisation de l'évaluation environnementale	16
4.3	Notice d'incidence Natura 2000	16
4.4	Instruction au titre du Code Rural.....	17
4.5	Mise en compatibilité des documents d'urbanisme ..	17
4.5.1	Compatibilité aux PLU(s)	17
4.5.2	Code de l'Urbanisme – Nécessité d'une évaluation environnementale de la mise en compatibilité	18
4.5.3	Code de l'Urbanisme – Nécessité de présenter la DUP et la Mise en compatibilité en une unique enquête publique.....	18
4.6	Procédure d'enquête publique au titre du Code de l'Expropriation, du Code de l'Environnement et du Code Rural.....	19

4.6.1

Enquête publique prévue en lien avec les procédures engagées au titre du Code de l'Expropriation

19

4.6.2

Enquête publique prévue en lien avec les procédures engagées au titre du Code de l'Environnement

19

4.6.3

Enquête publique au titre du Code Rural.....

19

4.6.4

Enquête publique prévue en lien avec les procédures engagées au titre du Code de l'Urbanisme.....

19

4.6.5

Enquête publique unique

20

4.7

Synthèse : pièces du dossier.....

20

Tables des illustrations

Figure 1 : Evolution du besoin en fonction de la population en Ile-et-Vilaine depuis 1998 (Bilan Observatoire 2021, données 2019)

5

Figure 3 : Axes de sécurisation à partir de l'usine de FEREL.....

5

Figure 2 : Réseau structurant d'eau potable et échanges d'eau en Ile-et-Vilaine (2022)

6

Figure 4 : Production moyenne journalière à l'usine de Férel (moyenne 2007-2016)

10

Figure 5 : Evolution de la production journalière à l'usine de Férel (2007-2016)

10

Table des tableaux

Tableau 1 : Potentiel de production d'eau potable (35) en M de m³/an (SDAEP 2030).....

7

Tableau 2 : Besoin en eau potable pour l'Ile-et-Vilaine (Editions 2021, données 2019)

8

Tableau 3 : Besoins annuels en eau potable à l'horizon 2030 et 2040 en M m³

8

Tableau 4 : Besoins annuels en eau potable en année normale en M m³

9

Tableau 5 : Besoins annuels en eau potable en année sèche en M m³.....

9

Tableau 6 : Besoins journaliers en jour de pointe en m³/j

9

Tableau 7 : Composition des pièces du dossier de DUP (dossier unique) relative au Code de l'Expropriation, au Code de l'Environnement et au Code Rural.....

21

1 INTRODUCTION

Un dossier de déclaration d'utilité publique portant une évaluation environnementale au titre du R122-2 du Code de l'Environnement, a été réalisé en 2018 dans le cadre du projet de réalisation de l'AVA en Tranche 3.

L'AVA a fait l'objet d'un arrêté de DUP/Servitude/MECDU du 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine, emportant Mise en Compatibilité des PLU de Bovel, Val d'Anast et Vézin-le-Coquet.

Par jugement n°1901679, rendu le 9 décembre 2021, le tribunal administratif a annulé l'arrêté de DUP/Servitude/MECDU du 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine.

Au vu de l'utilité publique du projet, le jugement a néanmoins appliqué une illégalité (annulation) de l'arrêté DUP/Servitude/MECDU uniquement à partir du 1er janvier 2024. L'arrêté de DUP du 4 février 2019 est donc encore valable. Ce délai permet de régulariser les réponses techniques aux vices de procédures notés dans le jugement, **tout en engageant les travaux sur la Tranche 3 en mai 2022 (forages des lots 1 et 2) :**

- Nécessité de fournir une étude d'impact, détaillant les incidences environnementales de l'ensemble de l'aqueduc vilaine atlantique (AVA) (tranches 1 & 2 comprises),
- Nécessité de fournir une évaluation socio-économique, conformément à l'article 2 du décret susvisé du 17 juillet 1984, pour les canalisations de transport pour lesquelles le maître d'ouvrage demande la déclaration d'utilité publique autres que celles destinées au transport de gaz naturel, dont le coût est égal ou supérieur à 42 000 000 euros,

Le maître d'ouvrage fait également actualiser l'évaluation environnementale du projet au titre de la rubrique 22 de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement en intégrant l'ensemble du tracé.

La procédure de DUP se base sur cette évaluation environnementale actualisée, qui comprend également une notice d'incidence Natura 2000 et un volet complémentaire en lien avec le statut de canalisation de transport - « Eléments au titre des infrastructures de transport » selon l'article R.122-5 III.



A noter

Dans ce contexte, ce présent dossier de DUP constitue une régularisation de la procédure DUP afin de répondre aux exigences du jugement. La composition du dossier est conforme à l'article R.112-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dépôt du nouveau dossier de demande de DUP étant prévu avant la révision du PLU de Bovel, il a été décidé de mener les actions suivantes :

- La procédure de mise en compatibilité pour assurer cette compatibilité de PLU dans l'hypothèse où Bovel modifierait son PLU avec du retard ;

- Une demande d'examen au cas par cas relative à l'éventuelle nécessité d'une évaluation environnementale de la modification de PLU Bovel. Selon l'avis de la MRAE rendu le 27 février 2023, cette MECDU de Bovel (35) pour le projet d'aqueduc Vilaine-Atlantique n'est pas soumise à évaluation environnementale.

L'Aqueduc Vilaine-Atlantique (AVA) en Tranche 3 est autorisé par l'arrêté d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, en date du 30 octobre 2018. Un suivi environnemental est donc en cours en phase chantier, et que ce suivi a permis non seulement de respecter les éléments de la séquence « Evitement – Réduction – Compensation » mais aussi d'actualiser avant passage de canalisation, l'état initial du milieu.

2 CONTEXTE GENERAL ET JUSTIFICATION DU PROJET

2.1 ORIGINE DU PROJET

Le **Syndicat Mixte de Gestion** pour l'approvisionnement en Eau Potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG-Eau35) a pour missions principales la mise à jour du schéma départemental d'alimentation en eau potable du département 35. Il a également le rôle d'assistance technique à sa réalisation.

Le SMG-Eau35 a évalué l'évolution de la consommation en eau potable depuis 1998 (cf. figure suivante) en Ille-et-Vilaine. Ce graphique fait apparaître une hausse quasi-continue de la consommation en eau potable sur le département au cours des 20 dernières années. Un pic de consommation a été constaté sur les années 2003 à 2005, qui ont vu se succéder des sécheresses hivernales et des étiages sévères. Il a été suivi par une baisse en 2005-2007, observable surtout sur les consommateurs intermédiaires (agriculteurs, artisans) et sans doute liée à la mise en place des forages privés à la suite des sécheresses de 2003-2005.

Depuis 2007, la consommation globale augmente, en lien avec l'augmentation de population sur l'Ille-et-Vilaine. En 11 ans, la consommation annuelle a ainsi augmenté d'environ 9 millions de m³/an, soit une augmentation de plus de 20%. Les fortes hausses sont observées après 2014, à la suite de plusieurs années d'augmentation plus faible.

En Ille-et-Vilaine, selon les secteurs, la **perspective de consommation d'eau potable à l'horizon 2030 dans le département tend vers une augmentation.**

De plus, les ressources en eau du département sont limitées et sensibles à la sécheresse. Les cours d'eau et barrages existants sont aujourd'hui quasiment exploités au maximum de leur potentiel. En absence de nappe de grande capacité, les ressources souterraines actuelles et futures - qui peuvent présenter un réel intérêt au niveau local - ne permettront pas non plus de dégager de volumes suffisants.

Ainsi, à la vue de cette augmentation constante de besoin en eau potable, il est primordial de sécuriser l'amenée d'eau potable en quantité suffisante en Ille-et-Vilaine.

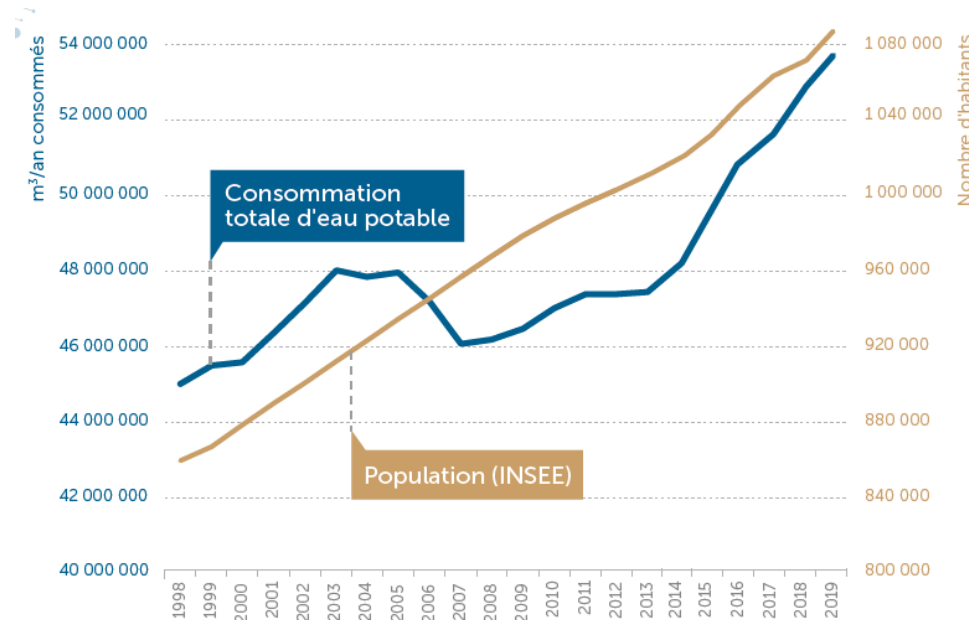


Figure 1 : Evolution du besoin en fonction de la population en Ile-et-Vilaine depuis 1998 (Bilan Observatoire 2021, données 2019)

2.2 PRINCIPAUX INTERETS ACTUELS DE LA LIAISON FEREL-RENNES

Le projet consiste à la **mise en place d'une portion de canalisation transportant de l'eau potable entre les usines d'eau potable de Férel et de Villejean à Rennes** (fonctionnement dans les 2 sens) afin de :

- **Sécuriser l'alimentation en eau potable, notamment en période de crise** : ceci concerne une grande partie du département d'Ile-et-Vilaine, grâce au réseau de canalisations d'interconnexion inscrites au schéma départemental, mais également la zone de desserte de l'usine de Férel, sur les départements de Loire-Atlantique et du Morbihan comme le montrent les 2 figures ci-après ;
- **Préserver la ressource en eau** : en conséquence du point précédent, l'interconnexion permettra d'assurer, particulièrement sur le département 35, un meilleur respect des débits d'étiage et une meilleure gestion de la ressource en eau via les barrages, en maîtrisant les prélèvements dans les cours d'eau ;
- **Optimiser le fonctionnement des unités de production en eau existantes** :
 - L'usine de FEREL qui présente une capacité de production supérieure aux besoins réels en dehors des périodes de pointe estivales,
 - L'usine de VILLEJEAN et plus généralement les usines de la Collectivité Eau du Bassin Rennais, qui font face à une baisse des besoins en période estivale.

Cette connexion est déjà mentionnée comme étant à entreprendre dans le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable d'Ile-et-Vilaine depuis l'année 2000 pour faire face aux besoins futurs du bassin rennais. En 2007, le projet est validé par l'Institut d'Aménagement de la Vilaine (IAV) et les Syndicats Départementaux du Morbihan et d'Ile et Vilaine en 3 phases.

Depuis 2013, les tranches **1 et 2** ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du **24/07/2009**, puis réalisées comme suit :

- La Tranche 1 de travaux, sur 11,3 km (Usine de Férel à la commune d'Allaire) de canalisation a été réalisée entre 2009 et 2010 ;
- La Tranche 2 de travaux, sur 9,7 km (commune d'Allaire à Bains-sur-Oust) de canalisation a été réalisée entre 2010 et 2012 ;

Le projet est rappelé dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vilaine de 2015. La **délibération du comité syndical du SMG Eau 35 du 10 mars 2016** portait sur la réalisation de la Tranche 3, soit la dernière, du projet, avec une signature des marchés de travaux en décembre 2021. Les travaux sur ce tronçon entre Bains-sur-Oust et Rennes ont débuté en mai 2022.

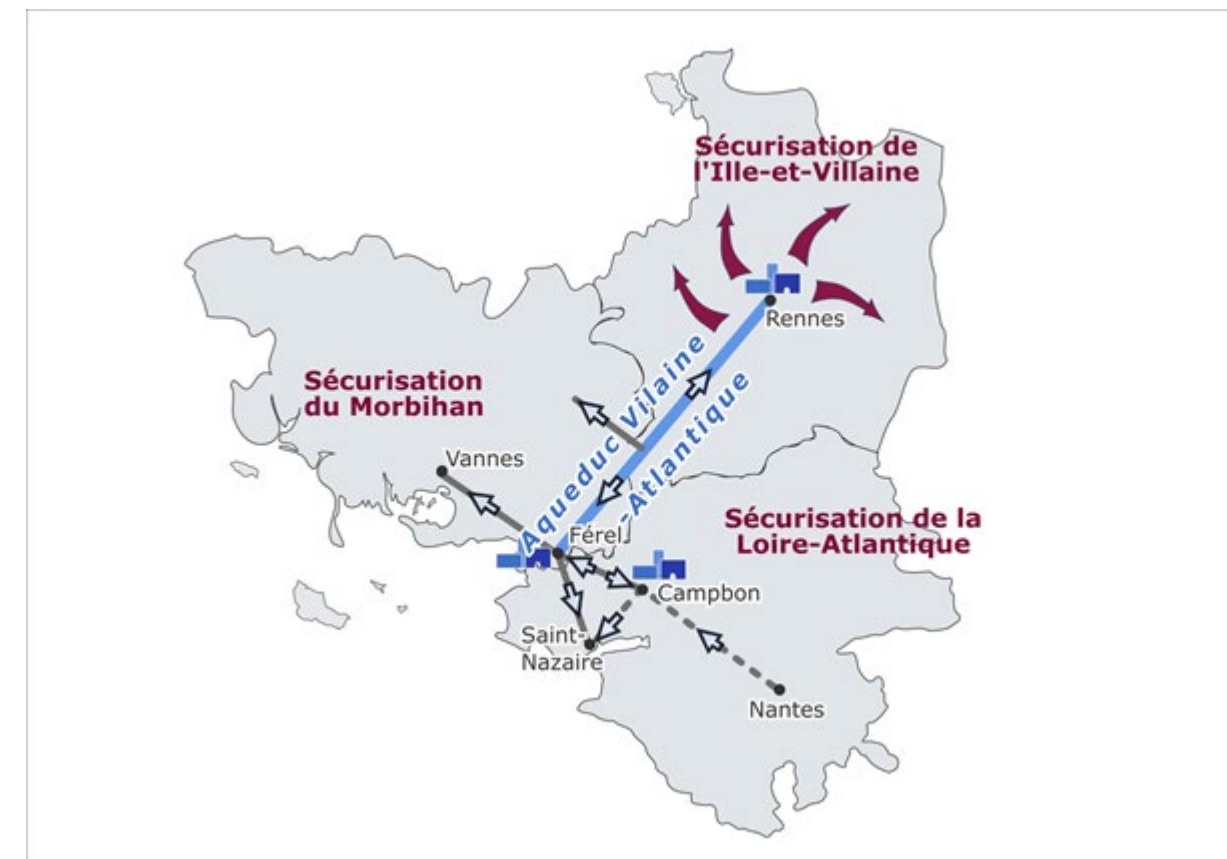


Figure 2 : Axes de sécurisation à partir de l'usine de FEREL

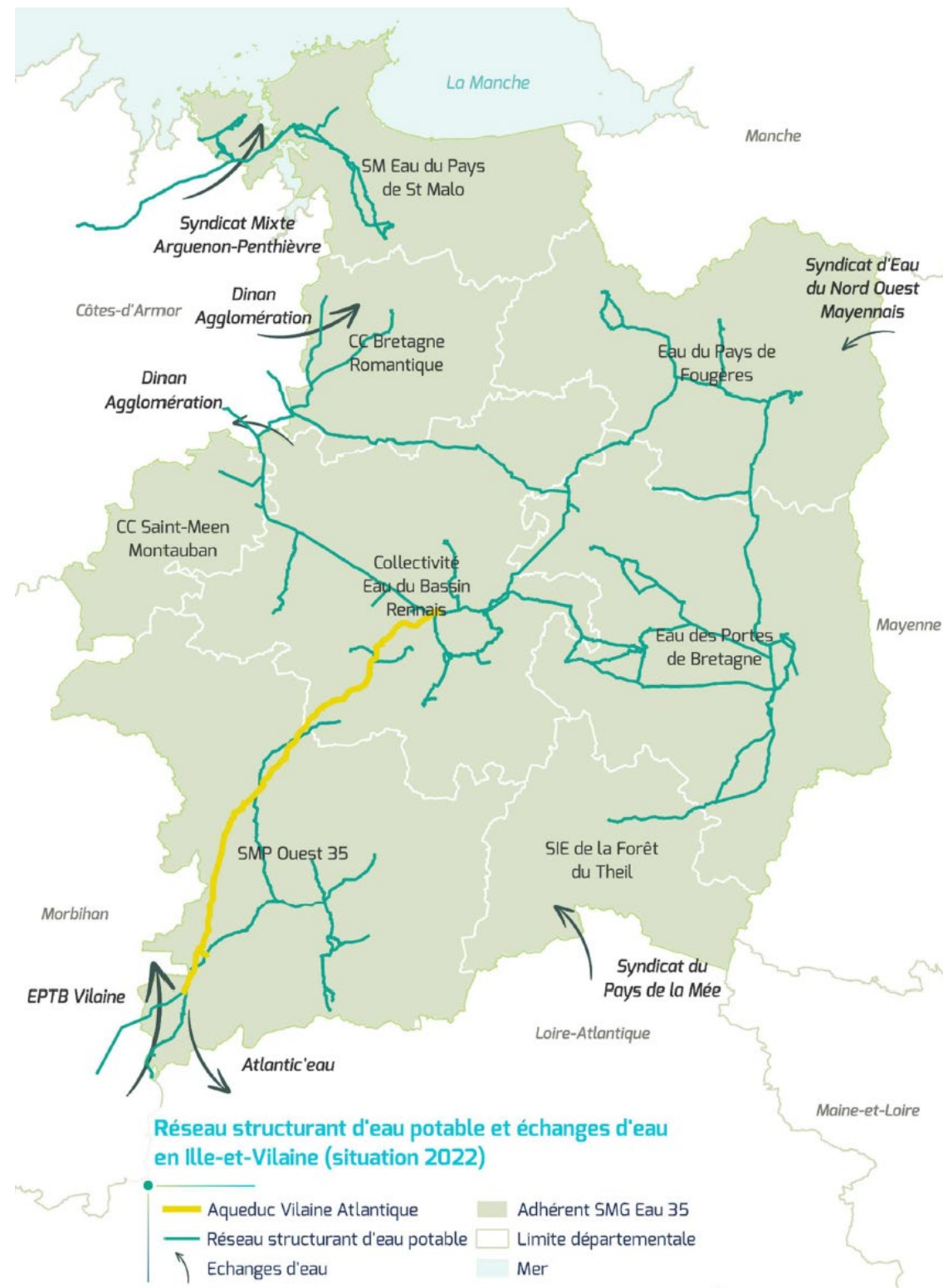


Figure 3 : Réseau structurant d'eau potable et échanges d'eau en Ille-et-Vilaine (2022)

2.3 UN PROJET STRUCTURANT : FRUIT D'UNE COOPERATION INTERDEPARTEMENTALE

Le projet dans sa globalité concerne 3 départements : Morbihan, Loire-Atlantique et Ille-et-Vilaine et s'appuie sur 2 pôles de production majeurs : l'usine du Drezet à FEREL (capacité de 4 500 m³/h) et l'usine de Villejean à RENNES (4 000 m³/h). Il comprend une centaine de kilomètres de canalisations de diamètres 600 à 800 mm, deux lieux de stockage de 5 000 m³ et les pompages associés.

Il fonctionnera dans les 2 sens (suivant les disponibilités et besoins de chaque secteur) et sécurisera ainsi l'alimentation en eau potable d'environ 2 millions de personnes.

En 2007, quatre collectivités se sont accordées sur ses caractéristiques principales et son financement : l'IAV, le Département de la Loire-Atlantique, le Syndicat Départemental d'eau potable du 56 (EAU DU MORBIHAN) et le Syndicat départemental d'Ille-et-Vilaine (SMG Eau 35). Sa réalisation se fera en 3 tranches.

Aujourd'hui, les 2 premières tranches sont réalisées (depuis 2012) jusqu'à BAINS-SUR-OUST (près de REDON), mais le projet ne jouera pleinement son rôle qu'après la jonction avec RENNES.

Tout comme autour de l'usine du Drezet, un réseau d'interconnexions a été réalisé depuis Rennes dans le cadre du schéma départemental de sécurisation.

Il permet aujourd'hui de desservir la quasi-totalité du département excepté le secteur malouin (sécurisé depuis les Côtes d'Armor) mais n'apporte pas de potentiel de ressources supplémentaire. C'est l'intérêt principal de cette liaison qui permet d'amener 4 millions de m³/an supplémentaires. Elle vient donner toute sa cohérence aux travaux déjà réalisés.

Ainsi, les clients ou utilisateurs concernés de manière directe ou indirecte par le projet d'interconnexion FEREL/RENNES sont les suivants :

- **Sur le territoire géographique 56 géré par le Syndicat Mixte EPTB Vilaine (Ex IAV Vilaine) :**
 - De l'Oust à Brocéliande Communauté (Ex SIAEP de Basse Vallée de l'Oust)
 - Redon Agglomération
 - Questembert Communauté,
 - ARC Sud Bretagne.
- **Sur le territoire géographique 56 géré par le Syndicat Mixte EPTB Vilaine**
 - Le **Syndicat Mixte de production - SMP OUEST 35** ;
 - La **Collectivité Eau du Bassin Rennais – CEBR** (Ex-Syndicat Mixte de Production et de distribution d'eau potable sur le Bassin Rennais SMPBR et SIE de Lillion)
 - Le **Syndicat Mixte Eau des Portes de Bretagne (Eau-PB)** (Ex-Syndicat Mixte des Eaux de la Valière - Symeval)

- La collectivité - **Eau du Pays de Fougères (Eau PF)**, anciennement le Syndicat Mixte de Production d'eau potable du Bassin du Couesnon (SMPBC) ;
- La **Communauté de communes de Bretagne Romantique (CCBR)**, anciennement le Syndicat mixte de Production d'Ille-et-Rance ;
- La Communauté de Communes Saint-Méen-Montauban (**CSMM**)
- SIE de la Forêt du Theil (**SIEFT**)
- Eau du Pays de Saint Malo (**EPSM**).

2.4 LES RESSOURCES EN EAU ET BESOINS EN EAU PAR SECTEURS

2.4.1 SOURCES DES DONNEES

Le SMG Eau 35 dispose depuis 1988 des données annuelles des collectivités de l'eau potable d'Ille-et-Vilaine. Depuis 9 ans, il possède des données plus complètes de fonctionnement, principalement grâce à l'édition des rapports d'activité des délégataires et des Rapports sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) des collectivités de l'eau potable. Il réalise régulièrement des études sur l'adéquation entre les ressources disponibles et les besoins en eau, par secteur ou au niveau départemental. Des études sont également menées au niveau des syndicats de production.

Un bilan du fonctionnement des services publics d'eau potable d'Ille-et-Vilaine est notamment publié chaque année et disponible sur le site internet du SMG Eau 35.

Globalement, les ressources en eau du département d'Ille-et-Vilaine se répartissent de la manière suivante (Edition 2021 – données 2019) :

- Les collectivités productrices d'Ille-et-Vilaine prélèvent 62,15 millions de m³ dans le milieu naturel, dont :
 - 50 % sur le BV de la Vilaine,
 - 25 % sur le BV Rance/Frémur,
 - 18 % sur le BV du Couesnon.
- 69 unités de captages en service en 2019,
- 74 % de l'eau potable prélevée du département est d'origine superficielle (cours d'eau, retenues) contre 26 % d'origine souterraine (forages, ...),
- 58 usines de potabilisation d'une capacité variant entre 10 et 4 000 m³/h,
- Echanges d'eau avec les départements voisins :
 - 92,7% de l'eau potable consommée sur le département provient d'Ille-et-Vilaine,
 - 3,3% de l'eau potable provient des Côtes d'Armor, dont une partie à partir d'infrastructures appartenant aux collectivités d'Ille-et-Vilaine,
 - 3,4% de l'eau potable provient du Morbihan (en provenance de l'usine de Férel)

- 0,6% de l'eau potable provient d'autres départements (au total pour le 53 et 44), L'Ille-et-Vilaine n'exporte quasiment pas d'eau vers les départements voisins.

2.4.2 POTENTIEL DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'ILLE-ET-VILAINE

Le potentiel de production en Ille-et-Vilaine actuellement est présenté dans le tableau ci-dessous (issu du Schéma Départemental d'alimentation en eau potable de 2030 en cours d'élaboration). **La production est estimée à 89,8 millions de m³/an sur l'Ille-et-Vilaine.**

Tableau 1 : Potentiel de production d'eau potable (35) en M de m³/an (SDAEP 2030)

Collectivité	EPSM	CCBR	Eau PF	CCSMM	CEBR	Eau PB	SIEFT	OUEST 35
Potentiel théorique de production en année normale *	10,1	1,3	7,8	2,1	49,7	12,6	1,1	5,1

* calculé sur la base des autorisations de prélèvement

En année sèche (fréquence décennale), les potentiels de production sont diminués sur bon nombre de captages pour les 3 raisons principales suivantes :

- Etiage sévère pour les prélèvements de surface (quelques-uns peuvent être arrêtés à certains moments),
- Remplissage moindre pour les barrages et vidange plus importante pour assurer le soutien d'étiage.
- Potentiel plus faible de bon nombre de captages souterrains et des drains.

Cette situation se produit notamment sur les années précédentes 2016-2017, et sur la période 2021-2022, où de nombreuses ressources souterraines ont dû être soulagées par un prélèvement moindre et où la disponibilité de certaines ressources s'avère problématique (drains du pays de Fougères, Couesnon, barrages de la Vilaine amont, forages de la Communauté de Communes Bretagne Romantique (Ex SPIR Syndicat mixte de Production d'Ille-et-Rance) et de Ouest35...), malgré les dérogations aux débits réservés réglementaires et aux arrêtés préfectoraux d'interdiction provisoires des prélèvements et des usages de l'eau potable.

Par ailleurs, le département (secteur interconnecté) importe environ entre 3,5 et 4,8 millions de m³ par an depuis les départements voisins (sans intégrer les volumes produits à l'usine de Rophémel, située en Côtes d'Armor mais gérée par la Collectivité Eau du Bassin Rennais).

2.4.3 BESOINS EN EAU DE L'ILLE-ET-VILAINE (HORS PAYS DE SAINT-MALO)

L'étude des besoins doit être réalisée à 2 échelles d'études différentes :

- Les besoins moyens journaliers ou annuels : ces données permettent de comparer la capacité annuelle des ressources et les besoins,
- Les besoins journaliers de pointe : ces données permettent d'analyser l'adéquation entre les moyens de production et les besoins afin de vérifier la possibilité d'alimentation en eau potable tout au long de l'année.

Par ailleurs, dans le cadre de ce projet, la zone potentiellement sécurisée d'Ille-et-Vilaine est constituée de l'ensemble des zones « interconnectées » du département :

- Le Sud-Ouest du département, déjà alimenté en partie depuis l'usine de Férel (majeure partie du syndicat Ouest35),
- Les secteurs alimentés en partie ou totalement depuis les infrastructures appartenant à la Collectivité eau du Bassin Rennais grâce aux interconnexions existantes (Métropole Rennaise, secteurs de Montfort-sur-Meu, Tinténiac, Liffré, ...). Par ailleurs, d'autres secteurs qui disposent de ressources suffisantes en temps normal, sont sécurisés par l'achat d'eau à la Collectivité eau du Bassin rennais en période de sécheresse : c'est le cas de Montauban-de Bretagne, du territoire du Syndicat Mixte Eau des portes de Bretagne et de la Collectivité Eau du Pays de Fougères.

Au total, seul le secteur de la Côte d'Emeraude (SMPCE ou « Eau du Pays de Saint-Malo ») ne sera pas relié à l'Aqueduc Vilaine Atlantique.

Les besoins en eau potable (35) ont été évalués et retransmis dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Besoin en eau potable pour l'Ille-et-Vilaine (Editions 2021, données 2019)

Secteur	Besoins annuels moyens	Besoins journaliers moyens	Besoins journaliers de pointe (année sèche)
Ille et Vilaine (secteur interconnecté)	53 581 000 m ³ /an	147 000 m ³ /j	189 200 m ³ /j

2.4.4 EVOLUTION DES BESOINS SUR 20 ANS

Ce chapitre reprend les chiffres évoqués précédemment.

Le SMG Eau 35 a évalué l'évolution de la consommation en eau potable depuis 1994 (cf. figure précédemment exposée). Ce graphique fait apparaître une hausse quasi-continue de la consommation en eau sur le département au cours des 20 dernières années.

Un pic de consommation a été constaté sur les années 2003 à 2005, qui ont vu se succéder des sécheresses hivernales et des étiages sévères. Il a été suivi par une baisse en 2005-2007,

observable surtout sur les consommateurs intermédiaires (agriculteurs, artisans) et sans doute liée à la mise en place des forages privés à la suite des sécheresses de 2003-2005.

Depuis 2007, la consommation globale augmente de manière constante, en lien avec l'augmentation de population sur l'Ille-et-Vilaine. En 11 ans, la consommation annuelle a ainsi augmenté d'environ 9 millions de m³/an, soit une augmentation de plus de 20%. De fortes hausses sont observées depuis 2014, après plusieurs années d'augmentation plus faible.

2.4.5 EVOLUTION DES RENDEMENTS

Les rendements des réseaux de distribution jouent directement sur les besoins en eau. En 2019 (Bilan Observatoire 2021), le réseau d'Ille-et-Vilaine présente les caractéristiques suivantes :

- Un rendement global de l'Ille-et-Vilaine de 87,2% (définition RPQS) ;
- Un Indice Linéaire de Pertes de 1,22 m³/km/j.

Le rendement des réseaux d'Ille-et-Vilaine est supérieur à la moyenne nationale (79,8%). Ce rendement moyen est très élevé au niveau national.

La totalité des collectivités distributrices d'Ille-et-Vilaine respectent les objectifs de rendement du SDAGE (85% en zone urbaine, 75% en zone rurale). Les différences de rendement entre secteurs sont fortement liées au caractère urbain ou rural des collectivités, ainsi qu'à la présence de gros consommateurs. D'autres paramètres (état et renouvellement des réseaux, détection et gestion des fuites) expliquent les disparités entre collectivités.

L'évolution de ces performances ne présente pas de tendance claire sur les dernières années. Leur maintien dans les années à venir va nécessiter un effort financier important de renouvellement des réseaux.

2.4.6 PERSPECTIVES DES BESOINS A L'HORIZON 2030 ET 2040

L'évaluation des annuels en eau potable à l'horizon 2030 et 2040 en Ille-et-Vilaine en millions de mètres cube est présentée dans le tableau ci-dessous (issu du Schéma Départemental d'alimentation en eau potable de 2030 en cours d'élaboration).

Tableau 3 : Besoins annuels en eau potable à l'horizon 2030 et 2040 en M m³

Collectivité	CCBR	Eau PF	CCSMM	CEBR	Eau PB	SIEFT	OUEST 35	TOTAL
Besoins estimés en 2030	1,8	5,3	2,5	32,2	12,1	2,9	5,9	62,8
Besoins estimés en 2040	2,1	6,0	2,8	36,1	14,4	3,1	6,7	71,1

2.4.7 BILAN DE L'EVOLUTION ACTUELLE ET FUTURE DES BESOINS (SDAEP DE 2016)

2.4.7.1 En Ille-et-Vilaine :

Le département est déjà actuellement importateur d'eau (7,3%) et sa croissance démographique forte entraine une augmentation de ses besoins en eau.

Les estimations du schéma départemental d'alimentation en eau potable de décembre 2016, pour l'horizon 2030 donnent les valeurs suivantes (SDAEP, 2016) ; les données actualisées de 2023 du SDAEP 2030 ne sont pas encore consolidées. En revanche, il est déjà notable que les besoins à l'horizon 2030 évalués en 2016 sont revus à la hausse.

■ En année normale (M m³) :

On voit qu'en année normale, aucune collectivité n'est théoriquement déficitaire même si la situation est très tendue sur la Communauté de Communes Bretagne Romantique (Ex SPIR) et dans une moindre mesure sur le Syndicat Mixte Eau des portes de Bretagne et SMP Ouest35.

Tableau 4 : Besoins annuels en eau potable en année normale en M m³

Collectivité	Comcom de Bretagne Romantique	Eau du Pays de Fougères	CEBR	Eau des portes de Bretagne	SMP Ouest35	Département (secteur interconnecté)
Production	2,5	8,3	45,7	13,2	10,3	80,0
Import	1,1	-	-	0,3	2,6	4,0
Besoins	3,4	5,4	22,3	12,1	11,3	54,5
Différence	0,2	2,9	23,4	1,4	1,6	33,8

■ En année sèche (M m³) :

En sollicitant au maximum les ressources et les imports (en supposant qu'ils soient disponibles), la « marge départementale » est inférieure à 10%. De plus, cette « marge » est très mal répartie - seule la CEBR est excédentaire grâce aux importantes ressources superficielles qu'elle exploite- et ne tient pas compte de la disponibilité réelle de la ressource par périodes de l'année (en fait, on est proche de la pénurie en fin d'été).

Le paragraphe précédent montre la fragilité du système à l'échelle annuelle qui nécessite de se pencher sur les besoins journaliers :

Tableau 5 : Besoins annuels en eau potable en année sèche en M m³

Collectivité	Comcom de Bretagne Romantique	Eau du Pays de Fougères	CEBR	Eau des portes de Bretagne	SMP Ouest35	Département (secteur interconnecté)
Production	1,2	5,7	36,5	10,6	6,7	60,7
Import	1,1	-	-	0,3	2,6	4,0
Besoins	3,7	5,8	23,0	13,1	12,3	57,8
Différence	-1,4	-0,2	13,5	-2,1	-2,9	6,9

■ En jour de pointe (m³/j) :

La marge devient quasi nulle puisque, l'excédent global théorique (si tous les excédents étaient transférables) ne serait que d'environ 3% des besoins.

Ainsi, on constate que malgré une production et des imports au maximum, les besoins sont justes couverts à l'échelle départementale à l'horizon 2030, avec une seule collectivité excédentaire, la Collectivité Eau du Bassin Rennais. Concrètement, l'alimentation simultanée de tous les secteurs ne pourrait pas être assurée dans ces conditions.

Tableau 6 : Besoins journaliers en jour de pointe en m³/j

Collectivité	Comcom de Bretagne Romantique	Eau du Pays de Fougères	CEBR	Eau des portes de Bretagne	SMP Ouest35	Département (secteur interconnecté)
Production	3 400	15 900	107 000	38 600	20 600	185 400
Imports (hors 35)	2 700	-	-	1 200	7 200	11 100
Besoins	12 200	19 200	74 300	43 100	40 400	189 200
Différence	-6 200	-3 300	32 700	-3 200	-12 700	7 400

2.4.7.2 Sur la côte atlantique :

Ce chapitre retrace le cas de la zone de desserte de l'usine de Férel.

La zone de desserte de l'usine de Férel est complexe et très variable selon les besoins saisonniers et la situation des ressources propres des territoires desservis (Morbihan, Loire-Atlantique, Sud Ille-et-Vilaine). Pour approcher au mieux les besoins à partir de l'usine, on

peut analyser les volumes produits par cette dernière au cours des dernières années (figures suivantes). Il en ressort que :

- La production est variable du simple au double d'une saison à l'autre avec un maximum constaté en juillet et août (affluence touristique).
- Si la production annuelle ne présente pas de tendance claire, la production en été semble présenter une tendance à l'augmentation depuis 10 ans. Les volumes journaliers maximaux sollicités sont très proches de la capacité de traitement de l'usine (90 000 m³/j), cf. figure suivante.

En absence de tendance claire, les perspectives de besoins annuels sont difficiles à définir sur le territoire desservi. Les besoins estivaux dépendront eux essentiellement de la capacité d'accueil touristique des zones littorales. D'après les perspectives d'urbanisation de ces zones, il est probable que la demande en juillet-août augmente sensiblement et que les volumes de pointe demandés à l'usine soient plus importants.

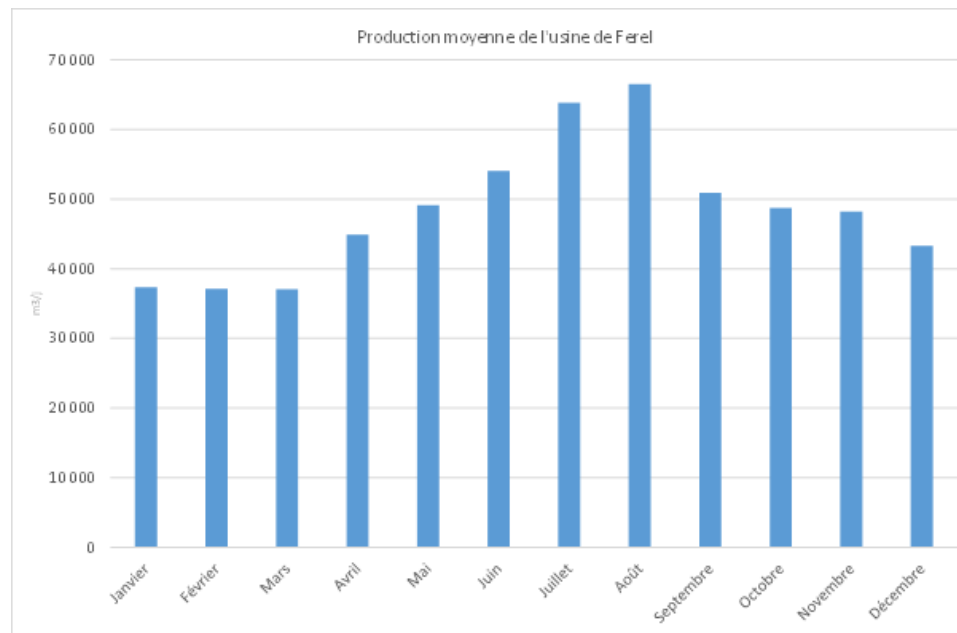


Figure 4 : Production moyenne journalière à l'usine de Férel (moyenne 2007-2016)

La figure ci-après présente l'évolution de la production journalière à l'usine de Férel entre 2007 et 2016.

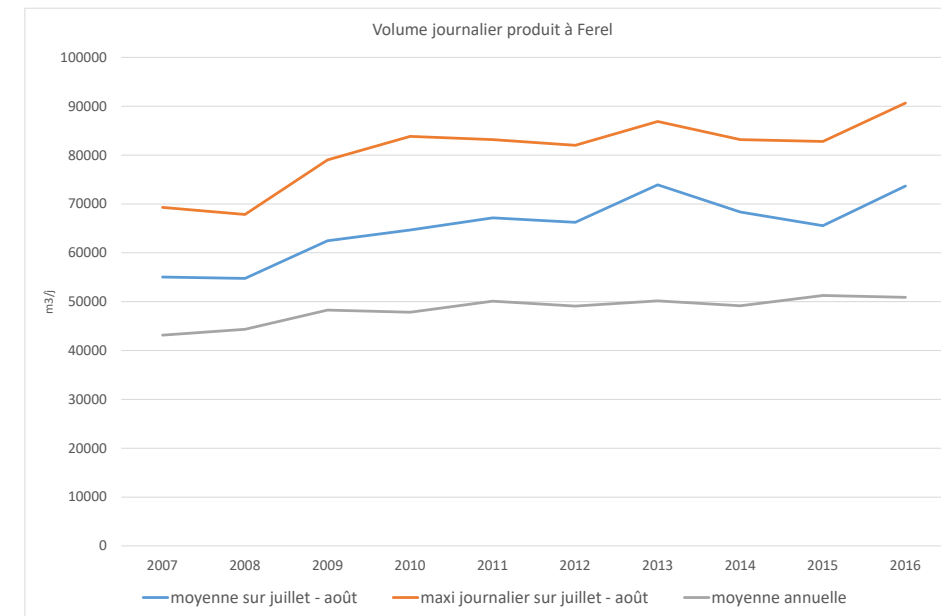


Figure 5 : Evolution de la production journalière à l'usine de Férel (2007-2016)

Ainsi, on peut en tirer les conclusions suivantes :

- Le système de production et d'échanges est déjà largement optimisé et il se trouve en limite de capacité,
- Des secteurs fortement déficitaires (exemple : Ouest35) ont été identifiés,
- Tout comme autour de l'usine du Drezet, un réseau d'interconnexions a été réalisé depuis Rennes dans le cadre du schéma départemental de sécurisation. Il permet aujourd'hui de desservir la quasi-totalité du département excepté le secteur malouin (sécurisé depuis les Côtes d'Armor) mais n'apporte pas de nouvelles ressources,
- Des incertitudes liées à l'évolution de la démographie, aux hypothèses de baisse des consommations domestiques sont à relever quant à la sécurisation de l'amenée en quantité suffisante d'eau potable dans le département 35,
- Il y a une nécessité d'avoir des volumes supplémentaires pour faire face aux besoins en période de pointe en Ile-et-Vilaine et sécuriser le département (arrêt d'usine, pollution...).

2.5 UNE ASSURANCE POUR L'AVENIR

Les ressources en eau de l'Ille-et-Vilaine sont déjà toutes exploitées (nombreuses campagnes de recherche en eau profonde peu fructueuses, utilisation des ressources de surface) et les infrastructures sont optimisées (usines avec un très bon rendement, réseaux peu fuyards).

La meilleure utilisation des barrages existants (dans ce cas : Arzal) permet d'éviter la mise en place sur les cours d'eau de nouveaux ouvrages aux vastes conséquences sociales, environnementales et financières.

Même si des économies d'eau sont encore possibles (malgré la faible consommation par habitant de l'ordre de 25 m³/an), la dynamique démographique (+ 1 %/an) et économique va entraîner des besoins en eau supplémentaires. Cette liaison d'un potentiel de transfert de 4 millions de m³/an permet d'envisager sereinement l'avenir.

De plus, les conséquences du réchauffement climatique sur les ressources en eau de l'Ille-et-Vilaine pourraient permettre de justifier en partie de la création de cette liaison qui garantit une sécurisation de cette ressource. Le sujet du réchauffement climatique est complexe et il est difficile de prévoir les conséquences précises à court et moyen terme des changements climatiques sur les ressources en eau d'Ille-et-Vilaine. Toutefois, on peut citer plusieurs études au niveau régional sur le sujet :

- Le projet de recherche CLIMASTER, dont les résultats suggèrent un allongement et un renforcement des étiages en Bretagne, avec notamment une reprise des écoulements plus tardive. A noter que cette situation a été observée plusieurs fois lors des années récentes (notamment 2016-2017), et dernièrement en 2022,
- Le projet Explore 2070, piloté le BRGM, et modélise une baisse importante de la recharge des nappes en lien avec le réchauffement climatique : (entre -20 et -30% d'ici 50 ans en Bretagne). Cette baisse aurait également des incidences sur les débits d'étiage des cours d'eau,

Ces résultats vont dans le sens de la raréfaction de la ressource qui nécessitera une meilleure coordination des différents prélèvements en fonction de leur disponibilité (quantité et périodes).

2.6 OPTIMISATION DES INVESTISSEMENTS

L'investissement total est d'importance (50 millions €) mais, en plus de sécuriser, il évite aussi un certain nombre d'investissements.

2.6.1.1 Usine du Drezet

Cette usine va connaître une refonte de son traitement. La question d'une augmentation de sa capacité s'est posée pour faire face à la pointe estivale. La possibilité de livrer de l'eau depuis l'usine de Villejean l'été (quand les besoins sont moindres sur le bassin rennais) permet de ne pas réaliser cet investissement (entre 6 et 7 millions d'euros) et limite aussi les coûts de fonctionnement.

2.6.1.2 La Roche Bernard

L'ancienne usine était obsolète. La commune est aujourd'hui desservie directement par la conduite sans en refaire une autre (gain de 2 M€).

2.6.1.3 En Ille-et-Vilaine

La desserte de Ouest 35 évite de faire une usine sur la Vilaine à Raulin (3 millions d'euros) et de poser une conduite depuis RENNES (coût non estimé).

Le secours de Lillion évite un renforcement et divers travaux depuis l'axe Rophémel (1,5 million d'euros).

2.7 SOLUTIONS ALTERNATIVES ENVISAGEES

Outre la réalisation de la liaison Ferrel – Rennes, des solutions de sécurisation des secteurs d'étude ont été préalablement étudiées.

2.7.1 SOLLICITATION PLUS IMPORTANTE DES RESSOURCES EXISTANTES EN ILLE-ET-VILAINE

Cette solution se baserait sur une plus grande sollicitation des infrastructures de prélèvement existantes : barrages, prises d'eau en rivière, forages.

La sollicitation des principales ressources du département est aujourd'hui optimisée et a déjà augmenté de 5 à 6 millions de m³ depuis 10 ans. Cependant, les principales ressources du département sont déjà en limite de capacité lors des années sèches (par exemple lors de l'année 2016) :

- Les barrages de la Vilaine amont (Cantache, Valière, Haute-Vilaine) présentent une forte sensibilité à la sécheresse (cf études menées par le Conseil Départemental en 2011 et 2016) ;
- Le barrage de la Rance amont (Rophémel) est très réactif aux pluies hivernales. Toutefois, son volume de stockage pourrait s'avérer limitant en cas d'étiage prolongé ;
- Le barrage de la Chèze présente un volume de stockage important (14 millions de m³). Toutefois, son bassin versant d'alimentation est relativement modeste et son remplissage peut être compromis en cas de succession d'années sèches ;
- La prise d'eau de Mordelles sur le Meu ne peut pas être exploitée pendant une partie de l'année, y compris en année normale ;
- La prise d'eau sur le Couesnon à Mézières-sur-Couesnon s'effectue « au fil de l'eau » et son utilisation peut être limitée en étiage en année sèche ;
- Les débits des drains du Coglais et de Fougères sont également sensibles à la sécheresse.

2.7.2 EXPLOITATION DE NOUVELLES RESSOURCES SOUTERRAINES

Les ressources souterraines présentent généralement des capacités de production assez faibles. Même si une optimisation de certains prélèvements est sans doute possible, les forages et puits sont en général utilisés au maximum de leurs possibilités, sans pour autant être en surexploitation. La surexploitation peut avoir une baisse irréversible de la nappe et un dénoisement des crépines qui peuvent occasionner des problèmes de qualité et/ou de colmatage des ouvrages.

Ainsi, le volume annuel moyen prélevé sur les captages souterrains exploités (puits et forages) est aujourd'hui d'environ 700 m³/j par captage.

Toutes les recherches en eau réalisées depuis 20 ans en Ille-et-Vilaine (3M€ d'études au niveau du SMG) ont abouti pour l'instant à la mise en service de 17 captages pour l'eau potable, d'une capacité moyenne de 400 m³/j (total de 2,5 Mm³ exploitables pour 3,8 Mm³ escomptés lors des études).

Parallèlement, une vingtaine de puits ont été abandonnés dans les années 1990 pour des raisons de qualité, de protection insuffisante ou de faible productivité pour 1,4 Mm³/an.

Il est à noter que les recherches concernent désormais plutôt des nappes profondes, dont les teneurs en fer et manganèse peuvent parfois être problématiques pour la production d'eau potable.

Ces nouvelles ressources présentent un réel intérêt au niveau local lorsqu'elles présentent un débit exploitable et sont situées dans des territoires déficitaires (par exemple Plesder) mais elles sont très loin d'être suffisantes pour faire face à l'augmentation générale des besoins, notamment dans les agglomérations.

La qualité des eaux des captages souterrains en service en Ille-et-Vilaine permet une exploitation presque maximale des nappes, à quelques exceptions près (Vau Rezé, Challonge, Boutriais...). Les captages souterrains classés prioritaires pour les nitrates en Ille-et-Vilaine souterrains représentent ainsi moins de 1% de la production en eau potable du département.

Toutefois, la situation reste fragile sur plusieurs ouvrages et nécessite une très grande vigilance pour stabiliser et améliorer la qualité des eaux, afin de maintenir le potentiel de production actuelle.

2.7.3 EXPLOITATION DE NOUVELLES RESSOURCES SUPERFICIELLES EN ILLE-ET-VILAINE

Le régime hydrologique des cours d'eau bretons et l'absence de fleuve de taille importante se traduisent par une relative faiblesse des débits naturels en période d'étiage.

Afin d'assurer des prélèvements destinés à la production d'eau potable tout au long de l'année, des barrages ont été réalisés sur plusieurs cours d'eau d'Ille-et-Vilaine, principalement au cours des années 70 et 90 : barrages de la Chèze et du Canut, de la Vilaine amont (Haute-Vilaine, Cantache, et Valière). Le barrage de Rophemel, initialement construit pour la production d'hydro-électricité, a lui été en partie destiné à la production d'eau potable à partir des années 60.

Par ailleurs, à la suite du Schéma Départemental de 1994, deux autres sites de barrage ont été étudiés : sur le Meu à Gaël et sur l'Aff en forêt de Paimpont. Une mission interministérielle sur l'alimentation en eau potable du département en 1998 a conclu à la non-pertinence de réalisation de ces barrages, essentiellement pour des raisons de qualité (risques d'eutrophisation importants), le site de Paimpont cumulant en plus une levée de bouclier « culturelle ». La mission préconisait aussi de « faire davantage appel aux installations du barrage d'Arzal ».

Pour ces raisons, la création d'un nouveau prélèvement en cours d'eau en vue de la production d'eau potable nécessiterait forcément la construction d'un nouveau barrage, sur un site restant à définir. Au-delà de sa faisabilité technique, cette solution paraît difficilement envisageable, en raison du coût environnemental, social et financier d'un tel projet.

2.7.4 SOLUTION ALTERNATIVE POUR LA SECURISATION DE LA COTE ATLANTIQUE

Pour faire face aux pointes de demande estivales, il a été envisagé d'augmenter la capacité de traitement de l'usine de Férel par la réalisation d'une nouvelle tranche de traitement (ajout d'une ou plusieurs files de traitement). Toutefois, cette augmentation de capacité n'aurait été utile que pendant une période très courte (juillet- août) et aurait accentué la sous-utilisation de l'usine le reste du temps.

Cette solution aurait également nécessité d'augmenter le diamètre des canalisations d'adduction existantes, notamment vers le Morbihan, ainsi que les stockages de l'usine.

C'est une des raisons pour lesquelles la solution globale qui a été privilégiée est celle des interconnexions (Aqueduc Vilaine Atlantique mais aussi axe Nantes/Saint Nazaire/Cap Atlantique) entre des secteurs ayant des problématiques complémentaires (agglomérations de Nantes et Rennes : baisse de consommation l'été avec les départs en congés et les vacances scolaires) qui permettent ainsi d'envisager des secours mutuels, de diversifier l'approvisionnement et d'éviter de tout miser en été sur une seule usine et donc un seul point de captage.

2.8 ETAT D'AVANCEMENT DE L'INTERCONNEXION FEREL-RENNES

La mise en œuvre de l'interconnexion a été initiée dans le département du MORBIHAN, sous Maîtrise d'Ouvrage de l'IAV, à travers deux tranches successives :

- La **1ère tranche**, réalisée en 2010, a permis de relier, via un feeder DN 800 et DN 700 sur environ 20 km, de l'usine de FEREL à BEGANNE, point de croisement avec le feeder 35 DN 500 qui alimentait alors (et qui continue d'alimenter) les collectivités Nord du 56 et le SMP OUEST 35, syndicat de production assurant la production en eau d'une grande partie des collectivités du Sud du département 35.

Cette 1ère tranche a permis par ailleurs de sécuriser LA ROCHE BERNARD.

- La **2ème tranche**, réalisée en 2012, s'est poursuivie en DN 700 entre BEGANNE et BAINS-SUR-OUST, en limite du département 35, toujours sous Maîtrise d'Ouvrage de l'IAV.

Cette deuxième tranche s'est arrêtée au niveau du point de jonction avec le feeder actuel DN 350 alimentant le SMP OUEST 35.

Au point de jonction, au lieu-dit La Clôture, un accélérateur de 400 m³/h à 96,5 mHMT a été mis en place pour alimenter le château d'eau de PIPRIAC du SMP OUEST 35, ouvrage de

tête et de mise en charge du syndicat de production. Cette deuxième tranche a par ailleurs permis de créer l'amorce du feeder de sécurisation de la Basse Vallée de l'Oust jusqu'aux FOUGERETS, poursuivie sous Maîtrise d'Ouvrage du Syndicat Départemental 56.

La première amorce du feeder FEREL-RENNES, constitué des tranches 1 et 2, alimente donc dans sa configuration actuelle :

- De manière permanente et régulière :
 - La commune de LA ROCHE BERNARD, pour un volume journalier maximal de 1 000 m³/j,
 - Le SMP OUEST 35, via l'accélérateur (en complément du premier feeder, toujours en service), pour des besoins actuels d'environ 3 000 à 3 500 m³/j ;
- En secours, le SIAEP de la BASSE VALLEE DE L'OUST, pour des besoins maximaux d'environ 800 m³/j.

2.9 CONSISTANCE DE LA 3^{EME} TRANCHE

La **3^{ème} tranche de la liaison FEREL-RENNES, objet du présent dossier**, permettra la mise en œuvre effective de l'ensemble de l'interconnexion dans son mode de fonctionnement complet et définitif par l'intermédiaire de la réalisation des ouvrages suivants :

- La pose d'environ **59 km de canalisations** de diamètre DN 700 et DN 600, depuis le lieu-dit la Clôture à BAINS-SUR-OUT jusqu'à l'usine de Villejean à RENNES, sur un tracé traversant le territoire de 15 communes ;
- La création de **2 sites de stockage constitués chacun de 2 réservoirs** de 2 500 m³ à Sixt-sur-Aff et Goven (sur le tracé) ;
- La création d'une **station de pompage** associée sur le site de stockage de Sixt-sur-Aff ;
- La création **d'une station de pompage spécifique à l'usine de Villejean**, pour le fonctionnement en retour vers l'usine de FEREL ;
- La création **d'interconnexions intermédiaires** le long du tracé, notamment avec le SMP OUEST 35 et éventuellement des syndicats de distribution.

La 3^{ème} tranche est la seule solution permettant de renforcer la sécurisation globale d'un vaste territoire (s'étendant de la Côte Atlantique à la quasi-totalité de l'Ille-et-Vilaine, et même Nantes dans les années à venir), tout en sécurisant localement les collectivités situées sur le passage de la conduite (La Roche Bernard, Basse Vallée de l'Oust, Ouest35, Mordelles).

Pour récapituler, ce sont les éléments suivants qui sont concernés par cette troisième tranche :

- 3 départements concernés,
- 3 usines interconnectées (4 à venir avec Nantes),
- Investissements optimisés,
- Non surdimensionnement de l'usine à Férel (eau disponible sur Rennes en été),
- Sécurisation du Morbihan (Basse Vallée de l'Oust) et Ouest35 sur le parcours.

2.10 INTERETS SPECIFIQUES DE LA 3^{EME} TRANCHE

2.10.1 UNE RESSOURCE SUPPLEMENTAIRE POUR L'ILLE-ET-VILAINE

La troisième tranche permettra de desservir des zones aujourd'hui non sécurisées (Ouest 35) mais surtout d'assurer un volume d'eau supplémentaire pour faire face aux périodes de sécheresse et respecter les débits d'étiage sur la Vilaine, voire le Couesnon et sur le Meu.

En effet, cette liaison permet potentiellement d'amener 4 millions de m³/an supplémentaires à l'Ille-et-Vilaine (et 1 M m³ de plus sur le Morbihan en utilisation optimisée). Elle vient ainsi donner toute sa cohérence aux travaux d'interconnexion déjà réalisés dans le cadre du Schéma Départemental et assurer la sécurisation de la quasi-totalité du département. L'apport d'eau en Ille-et-Vilaine pendant 8 mois (ou plus en cas de crise) permettra de faciliter la gestion des barrages. Ceci sécurisera le respect des débits d'étiage minimaux en aval des barrages et prises d'eau, y compris en année sèche.

2.10.2 SECTEUR SMP OUEST 35

Le secteur le plus critique aujourd'hui est le SMP Ouest 35 (limite dès maintenant en cas de sécheresse ou de problème à l'usine de port de Roche). Il sera desservi au niveau du réservoir des Fraux à PIPRIAC. Dans le futur, un autre piquage pourra être effectué vers MAURE-DE-BRETAGNE. A l'approche de RENNES, un raccordement avec la conduite d'alimentation du réservoir de MORDELLES permettra à l'ensemble de la Collectivité Eau du Bassin Rennais – CEBR d'être secouru.

2.10.3 SYNDICAT MIXTE EAU DES PORTES DE BRETAGNE

Situé à l'Est du département (axe RENNES-VITRE), ce secteur est celui qui connaît la plus forte croissance de ses besoins en eau (> 1 %/an). Ses principales ressources proviennent des barrages sur la Vilaine. Or, déjà avec les besoins actuels, les débits dans la Vilaine n'ont pas été respectés en 2010 et 2011. L'idée est d'importer de l'eau (depuis RENNES) pour optimiser le remplissage et la vidange des barrages.

2.10.4 SECTEUR COUESNON (EAU DU PAYS DE FOUGERES)

Même si sa consommation est actuellement à la baisse, ce secteur est sensible à l'étiage du Couesnon. Un secours existe aujourd'hui depuis le Syndicat Mixte Eau des portes de Bretagne et demain depuis le bassin rennais.

2.10.5 COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BRETAGNE ROMANTIQUE

Cette région entre RENNES et SAINT-MALO connaît elle aussi une augmentation importante de ses besoins en eau. Ayant peu de ressources en propre, elle importe déjà depuis le bassin rennais et DINAN. Or, ce second approvisionnement a montré ses limites en 2011 et 2022,

avec des tensions sur l'approvisionnement depuis Dinan. Là encore, le secours est assuré depuis les ressources gérées par la collectivité eau du bassin rennais.

2.10.6 COLLECTIVITE EAU DU BASSIN RENNAIS

Seul secteur excédentaire du département, il assure le secours aux autres territoires. Cependant il reste vulnérable dans les situations suivantes :

- En automne, en cas de soucis sur l'usine de Rophemel (panne, travaux, cyanobactéries) et/ou sur l'usine de Mézières sur Couesnon (panne, travaux, étiage marqué en année sèche). Ces situations génèrent une baisse de la capacité de production à une période où les autres territoires sont généralement en demande.
- En cas de succession d'années sèches (ex : 1989-1990), le barrage de la Chèze ne se remplit pas complètement en hiver et le stock à la fin du deuxième automne peut devenir insuffisant.

L'objectif visé avec l'Aqueduc Vilaine Atlantique est de maintenir les barrages, notamment celui de la Chèze, le plus haut possible à la fin du printemps pour mieux passer l'arrière-saison. Les évolutions de consommation d'eau du département et les évolutions climatiques rendent cet objectif crucial pour la sécurité de l'alimentation en eau potable de l'Ille et Vilaine.

2.10.7 POUR LES SECTEURS SUD

Pendant la pleine période touristique (15 juillet - 15 août), l'usine du Drezet tourne à plein régime et n'a plus aujourd'hui de marge de production. La liaison avec RENNES (dont les besoins sont moindres en été) permettra d'amener un complément de ressources sans augmenter la capacité du Drezet (qui ne servirait que quelques jours dans l'année).

2.11 MODE DE FONCTIONNEMENT ENVISAGE

Nous allons présenter ci-après le mode de fonctionnement envisagé, de manière à expliciter le principe général de conception des ouvrages.

L'interconnexion et les ouvrages associés seront conçus pour fonctionner à double sens. L'interconnexion est dimensionnée pour pouvoir transiter 25 000 m³/j en période de crise (sécheresse ou autre) au départ de l'usine de Férel comme au départ de l'usine de Villejean à Rennes.

En année normale et hors période de crise, l'interconnexion fonctionnera à débit réduit (10 000 m³/j) :

- Dans le sens FEREL vers RENNES environ **8 mois en année (octobre à mai)** : Dans cette configuration, le transfert sera réalisé par pompage depuis FEREL jusqu'au premier réservoir prévu dans le secteur de SIXT-SUR-AFF ; à partir de ce réservoir le transfert sera poursuivi par pompage (via la station qui sera construite dans le cadre de cette opération) jusqu'au deuxième réservoir situé sur le secteur de GOVEN. Depuis ce réservoir, le transfert sera réalisé de manière gravitaire jusqu'à l'usine de Villejean.

- Dans le sens RENNES vers FEREL environ **4 mois en année normale** (juin à septembre) Depuis l'usine de Villejean, le transfert s'effectuera par pompage, via la station à créer sur le site de l'usine (dans le cadre de cette opération) jusqu'au réservoir de GOVEN. Depuis le réservoir de GOVEN, le transfert peut ensuite s'effectuer de manière gravitaire (cela sera le but recherché dans la conception générale des installations) jusqu'à l'usine de FEREL.

En cas de crise, le sens de fonctionnement de l'Aqueduc et les volumes transités seront bien sûr adaptés aux besoins.

Dans les deux sens de fonctionnement, l'interconnexion doit être en mesure d'alimenter de manière permanente ou en secours les collectivités situées sur le parcours de la conduite (SMP OUEST 35, SYNDICAT DE LA BASSE VALLEE DE L'OUST, LA ROCHE-BERNARD), en plus de l'IAV et de la Collectivité Eau du Bassin Rennais.

3 DOSSIER D'UTILITE PUBLIQUE

3.1 PERTINENCE DE L'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET

Sur la notion de l'utilité publique d'un projet le législateur n'a autorisé l'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers que pour la réalisation d'opérations dont l'utilité publique est préalablement et formellement constatée, cette condition correspond à l'exigence de nécessité publique, légalement constatée, prévue par l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 (CE, 9 nov. 2011, n° 351890).

L'utilité publique d'un projet s'apprécie si « les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics que comporte une opération ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente » (C.E. 28 mai 1971, Ville nouvelle Est (Lille Est)).

L'appréciation d'utilité publique d'un projet doit donc porter sur un bilan d'ensemble au regard :

- Des atteintes à la propriété privée,
- Du coût financier (bilan coût -avantage),
- Des inconvénients d'ordre social,
- De l'atteinte à d'autres intérêts publics.

Le projet d'interconnexion FEREL/RENNES est soumis à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique au titre du Code de l'Environnement.

Le projet est donc par essence même d'utilité publique sauf à ce que les atteintes à la propriété privée, le coût financier et, éventuellement, les inconvénients d'ordre social et les atteintes à d'autres intérêts soient excessifs eu égard à l'intérêt que cet aménagement présente.

Selon l'article R112-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, *lorsque la déclaration d'utilité publique est demandée en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages, l'expropriant adresse au préfet du département où l'opération doit être réalisée, pour qu'il soit soumis à l'enquête, un dossier comprenant au moins :*

- 1° Une notice explicative ;
- 2° Le plan de situation ;
- 3° Le plan général des travaux ;
- 4° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- 5° L'appréciation sommaire des dépenses ;
- 6° Pour les travaux et ouvrages mentionnés à l'article R. 122-8, les études mentionnées à l'article R. 122-9 et, le cas échéant, à l'article R. 122-10 ;
- 7° Le cas échéant, l'avis mentionné à l'article R. 122-11.

Il convient alors de confronter les inconvénients de l'opération à ses avantages, son coût et son rendement. Cette donnée est nécessairement mise en relation avec le caractère positif ou négatif du bilan coût/avantage au regard des objectifs poursuivis et des résultats à atteindre.

La première étape de ce bilan coûts/avantages concerne la vérification si de solutions alternatives auraient permis d'éviter la procédure d'expropriation pour atteindre le même résultat.

3.2 REGULARISATION DE LA PROCEDURE DE DUP

Par jugement rendu le 9 décembre 2021, le tribunal administratif a annulé l'arrêté de DUP/Servitude/MECD du 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine.

Au vu de l'utilité publique du projet, le jugement a néanmoins appliqué une illégalité (annulation) de l'arrêté DUP/Servitude/ MECDU qui prendra effet uniquement à partir du 1er janvier 2024.

L'arrêté de DUP du 4 février 2019 est donc encore valable. Ce délai permet de régulariser les réponses techniques aux vices de procédures notés dans le jugement, relatives à l'évaluation environnementale a était associée (Chapitre 4.2.2).

Ce délai permet également selon les termes exacts du jugement, « au préfet d'Ille-et-Vilaine d'avoir pris, dans des conditions régulières, un nouvel arrêté déclarant d'utilité publique la liaison entre Bains-sur-Oust et Rennes et les ouvrages annexes y afférents ainsi que la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Bovel, Val d'Anast et Vezin-le-Coquet et instaurant une servitude de passage pour la canalisation d'eau potable ».



A noter

Dans ce contexte, ce présent dossier de DUP constitue une régularisation de la procédure DUP afin de répondre aux exigences du jugement.
La composition du dossier est conforme à l'article R. 112-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4 BILAN DES PROCEDURES APPLICABLES AU PROJET

4.1 REGIME D'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

Le projet d'AVA en Tranche 3 a nécessité une procédure d'Autorisation au titre de la nomenclature de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, pris en application des articles L.214-1 à L.214-6 dudit Code (autorisation dite « Loi sur l'Eau »).



A noter

Le projet de canalisation d'adduction d'eau potable Aqueduc Vilaine Atlantique en Tranche 3, a été autorisé par l'arrêté d'Autorisation Environnementale du 30 octobre 2018 au titre de la loi sur l'eau.

4.2 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DU R.122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

4.2.1 PROCEDURE RETENUE

Dans la version en vigueur de la réglementation, le projet de la Tranche 3 est soumis à une procédure d'examen au cas par cas au titre de l'article R.122-1 du Code de l'Environnement, dans la mesure où il figure dans la liste des travaux et aménagements du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, à la catégorie suivante :

Nomenclature	Evaluation environnementale	Demande d'examen au cas par cas
22. Installation d'aqueduc sur de longues distances		Canalisation d'eau dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 2000m².

La longueur totale de la canalisation sur la Tranche 3 de l'AVA est de 59 km, dont 21,6 km en DN 600, 36,5 km en DN 700 et 0,95 km en DN400. **Le produit du diamètre de la canalisation par la longueur est donc de 38 890 m².**

Cependant, ce bilan des procédures réglementaires n'est pas concordant avec la réglementation qui s'appliquait lors du dépôt de la première DUP. A cette époque l'installation de canalisation d'eau potable était directement soumise à la procédure d'étude d'impact.

Ainsi, le maître d'ouvrage a fait le choix de déposer directement une **évaluation environnementale mise à jour (ex- étude d'impact)** pour ressolliciter la Déclaration d'Utilité Publique du projet.

Selon l'article R.122-5 du Code de l'Environnement, *le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.*

Dans le jugement du tribunal administratif n°1901679, rendu le 9 décembre 2021, l'Aqueduc Vilaine Atlantique est désigné au paragraphe 12 en tant qu'« adduction interdépartementale de transport d'eau potable ». De plus, le paragraphe 15 précise que le projet fait référence l'article 14 de la loi susvisée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et du 2° de l'article 2 du décret susvisé du 17 juillet 1984 pris pour son application [...].

Ce projet de canalisation de transport d'eau potable d'intérêt général est défini comme infrastructure de transport visé aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2. Selon l'article R.122-5 du Code de l'Environnement, « L'étude d'impact comprend en outre :

- une analyse des conséquences prévisibles du projet sur le développement éventuel de l'urbanisation ;
- une analyse des enjeux écologiques et des risques potentiels liés aux aménagements fonciers, agricoles et forestiers portant notamment sur la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers induits par le projet, en fonction de l'ampleur des travaux prévisibles et de la sensibilité des milieux concernés ;
- une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité. Cette analyse comprendra les principaux résultats commentés de l'analyse socio-économique lorsqu'elle est requise par l'article L. 1511-2 du code des transports ;
- une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter ;
- une description des hypothèses de trafic, des conditions de circulation et des méthodes de calcul utilisées pour les évaluer et en étudier les conséquences.

Elle indique également les principes des mesures de protection contre les nuisances sonores qui seront mis en œuvre en application des dispositions des articles R. 571-44 à R. 571-52. »

Le contenu de l'évaluation environnementale est conforme à l'article R.122-5 II.

4.2.2 REGULARISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Comme expliqué au Chapitre 3.2, un dossier de déclaration d'utilité publique associée à une évaluation environnementale a été réalisé en 2018.

Le jugement rendu le 9 décembre 2021 annulant l'arrêté de DUP/Servitude/MECD indique, conformément à l'article R122-3 IV du Code de l'Environnement, que « Lorsque la totalité des travaux prévus au programme est réalisée de manière simultanée, l'étude d'impact doit porter sur l'ensemble du programme. Lorsque la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact de chacune des phases de l'opération doit comporter une appréciation des impacts de l'ensemble du programme ».

La régularisation des réponses techniques aux vices de procédures notés dans le jugement, relatives à l'évaluation environnementale concerne entre autres la nécessité de :

- Fournir une étude d'impact, détaillant les incidences environnementales de l'ensemble de l'Aqueduc Vilaine Atlantique (AVA) (tranches 1& 2 comprises),
- Fournir une évaluation socio-économique, conformément à l'article 2 du décret susvisé du 17 juillet 1984, pour les canalisations de transport pour lesquelles le maître d'ouvrage demande la déclaration d'utilité publique autres que celles destinées au transport de gaz naturel, dont le coût est égal ou supérieur à 42 000 000 euros,
- Fournir les éléments d'études demandés au titre des infrastructures de transport visé aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2.

Toutefois, la description des hypothèses de trafic et les conditions de circulation, des consommations énergétiques évitées ou entraînées du fait des modifications des conditions de déplacement, n'est pas réalisable au vu de la nature du projet (canalisation enterrée). De même, le détail des mesures de protection contre les nuisances sonores n'est pas approprié dans le cadre d'une infrastructure de transport d'eau.



A noter

Ce dossier de DUP intègre l'évaluation environnementale actualisée du projet au titre de la rubrique 22 de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement en tenant compte de l'ensemble du tracé de l'AVA (Tranches 1, 2 et 3).

4.3 NOTICE D'INCIDENCE NATURA 2000

L'article R.214-32 du Code de l'Environnement précise que le document relatif à une déclaration au titre de la loi sur l'eau doit comporter « l'évaluation des incidences du projet

sur un ou plusieurs sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation de ces sites. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à l'article R.414-23 et peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I de l'article R.414-23, dès lors que cette première analyse conclut à l'absence d'incidence significative sur tout site Natura 2000 ».

Selon l'article R.414-23, le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est établi, s'il s'agit d'un programme, d'un projet ou d'une intervention, par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire.

Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.



A noter

Une évaluation des incidences au titre de Natura 2000 est prévue dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet, dont le contenu sera établi selon les dispositions de l'article R.414-23 du Code de l'Environnement.

4.4 INSTRUCTION AU TITRE DU CODE RURAL

La pose des canalisations est prévue en partie en terrain privé. Des **conventions de servitude** seront établies avec chaque propriétaire autant que possible sous forme amiable. A défaut d'accord amiable, l'article L.152-1 du Code Rural confère au profit des établissements publics le droit d'établir à demeure une servitude pour des canalisations souterraines dans les terrains privés non bâtis.

Une demande de servitude est adressée au préfet, son contenu est explicité par l'article R.152-4 du Code rural.

4.5 MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

4.5.1 COMPATIBILITE AUX PLU(S)

La pose de la canalisation sur la Tranche 3 de l'AVA est compatible avec les dispositions des règlements des Plans Locaux d'Urbanisme de l'ensemble des communes traversées, sauf avec celui de la commune de Bovel.

Dans le **règlement du PLU de Bovel** approuvé le 13 novembre 2012, il est mentionné :

■ **ZONE HUMIDE** : Tous travaux, installations, ouvrages sont interdits sur zone humide.

■ **ZONE A** :

Interdiction :

- Toute habitation, toute installation, bâtiment non liés et non nécessaires à l'exploitation agricole ou du sous-sol à l'exception de celles prévues à l'article A2 :
- Les éoliennes de plus de 12 m de haut
- Les zones humides inventoriées ou pas doivent être protégées.
- Sont interdits tous affouillements ou exhaussements du sol dans les zones humides sauf s'ils sont nécessaires à la restauration, l'entretien et la préservation de la zone humide, à la mise en œuvre d'ouvrage nécessaire à la restauration des continuités écologiques et ceux favorisant la biodiversité.
- Les exhaussements et affouillements y sont interdits sauf ceux liés à un reméandrage, ceux visant à rétablir et améliorer les continuités écologiques ou ceux visant à abaisser les lignes d'eau de crue."

Autres constructions autorisées :

- Les bâtiments annexes liés au logement de fonction avec une emprise au sol maximale de 60 m² ;
- Les affouillements et exhaussement de sol visés au Code de l'Urbanisme liés à l'exercice de l'activité agricole, à la défense incendie, à la régulation des eaux pluviales
- Les piscines individuelles privées situées à une distance maximale de 10 m par rapport au logement de fonction.

■ **ZONE N** : Interdiction idem à la ZONE A

Conditions spéciales :

- Les installations ou objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture du site au public.
- Les travaux nécessaires à la lutte contre les inondations (modification des champs d'expansion des crues, création de zone d'expansion des crues...).

La mise en compatibilité de ce PLU est encore imposée par l'arrêté de DUP du 4 février 2019 valable jusqu'à fin 2023. A ce jour, la commune de Bovel a engagé une révision allégée du PLU, qui ne sera probablement assurée qu'après avril 2023.

Toutefois, le dépôt du nouveau dossier de demande de DUP étant prévu avant cette révision, il a été décidé de mener les actions suivantes afin de sécuriser la mise en compatibilité du projet avec le zonage de Bovel :

- Relance d'une procédure de mise en compatibilité pour assurer cette compatibilité de PLU dans l'hypothèse où Bovel modifierait son PLU avec du retard
- Dépôt d'une demande d'examen au cas par cas relative à l'éventuelle nécessité d'une évaluation environnementale de la modification de PLU, en application de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme. **Selon l'avis de la MRAE rendu le 27 février 2023, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Bovel (35) pour le projet d'aqueduc Vilaine-Atlantique n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

4.5.2 CODE DE L'URBANISME – NECESSITE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

L'article R.104-14 du Code de l'urbanisme précise que :

« Lorsque la mise en compatibilité n'entre pas dans le champ d'application de l'article R. 104-13, les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité, s'il est établi qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement :

1° Après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-28 à R. 104-32, lorsque le plan local d'urbanisme est mis en compatibilité en application du second alinéa de l'article L. 153-51, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique en application de l'article L. 153-54, [...]



A noter

Une Mise en Compatibilité de PLU, comme celle de Bovel (MEC - PLU) lorsqu'elle n'est pas portée par la collectivité disposant de la compétence urbanisme, et qu'elle est imposée par une DUP, doit faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas de droit commun.



A noter

La demande d'examen au cas par cas déposée le 5 janvier 2023 a donc été construite conformément au R.104-29 du code de l'urbanisme.

L'article R.104-29 prévoit que :

La **personne publique responsable** transmet à la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou, lorsque la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable est compétente, au service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale), un dossier comprenant :

1° Une description des caractéristiques principales du document ;

2° Une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document ;

3° Une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.

4.5.3 CODE DE L'URBANISME – NECESSITE DE PRESENTER LA DUP ET LA MISE EN COMPATIBILITE EN UNE UNIQUE ENQUETE PUBLIQUE

L'article L.153-54 du Code de l'urbanisme précise que :

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'**objet d'un examen conjoint de l'Etat**, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

L'article L.153-55 du Code de l'urbanisme précise que : Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement organisée par l'autorité administrative compétente de l'Etat, lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise.

« Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité » (article L.153-56 du Code de l'urbanisme).

L'article L.153-58 du Code de l'urbanisme prévoit que :

« La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée : par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise.

La décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage (article L153-59)

4.6 PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE AU TITRE DU CODE DE L'EXPROPRIATION, DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CODE RURAL

4.6.1 ENQUETE PUBLIQUE PREVUE EN LIEN AVEC LES PROCEDURES ENGAGEES AU TITRE DU CODE DE L'EXPROPRIATION

L'article L.1 du code de l'Expropriation prévoit que « l'expropriation, en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'à la condition qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête et qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées ».

L'article L.110-1 du code de l'Expropriation prévoit que « l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre. Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code ».

Le contenu du dossier d'enquête publique est mentionné par l'article R.112-4 du Code de l'expropriation.

De plus, le code de l'expropriation prévoit la mise en place d'une **enquête parcellaire** en concomitance à l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique. Le déroulement de l'enquête parcellaire est régi par les articles R.131-3 à 8 du Code de l'expropriation. Le contenu du dossier adressé au préfet de département est associé à l'article R.131-3 du Code de l'expropriation.

4.6.2 ENQUETE PUBLIQUE PREVUE EN LIEN AVEC LES PROCEDURES ENGAGEES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

L'article L.123-2 du Code de l'Environnement prévoit que « les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L.122-1 dudit Code, font l'objet d'une enquête publique. Les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'Environnement établissent la forme et le déroulement de l'enquête publique.

Selon l'article R.123-8 du Code de l'Environnement, le dossier comprend :

- a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;
- 2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;
- 3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
- 4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet, plan, ou programme ;
- 5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision.
- 6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

4.6.3 ENQUETE PUBLIQUE AU TITRE DU CODE RURAL

Selon l'article R.152-5 du Code Rural, « après consultation des services intéressés et notamment du directeur départemental des territoires chargé du contrôle, le préfet prescrit, par arrêté, l'ouverture d'une enquête dans chacune des communes où sont situés les terrains devant être grevés de la servitude et désigne un commissaire enquêteur. »

4.6.4 ENQUETE PUBLIQUE PREVUE EN LIEN AVEC LES PROCEDURES ENGAGEES AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME

Conformément à l'article L.153-53 du Code de l'urbanisme : « Le projet de mise en compatibilité est soumis à une **enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par l'autorité administrative compétente de l'Etat. Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal

ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. »

Les articles L.153-54 et suivants du Code de l'urbanisme sont précisés précédemment dans la partie « Mise en compatibilité des documents d'urbanisme ».

L'article L.153-55 du Code de l'urbanisme précise que :

« Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement : 1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat : lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise. »

4.6.5 ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'environnement :

*« Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une **enquête unique** régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.*

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. ».

L'enquête publique prévue est donc une enquête publique dites « environnementale », réalisée conformément **au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.**

4.7 SYNTHÈSE : PIÈCES DU DOSSIER

Ce projet nécessite la mise en œuvre de procédures administratives relativement complexes. Les pièces liées à la procédure de DUP relative au Code de l'Expropriation, au Code de l'Environnement et au Code Rural, feront l'objet d'un dossier unique. Le tableau suivant présente les pièces de ce présent dossier.

A ce dossier, seront fournis en parallèle des dossiers d'enquête parcellaire et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Tableau 7 : Composition des pièces du dossier de DUP (dossier unique) relative au Code de l'Expropriation, au Code de l'Environnement et au Code Rural

Pièce	DUP		Evaluation Environnementale		Code Rural		Code de l'urbanisme		Constitution du dossier soumis à enquête
	Liste des pièces	Référence réglementaire	Liste des pièces	Référence réglementaire	Liste des pièces	Référence réglementaire	Liste des pièces	Référence réglementaire	Intitulé de la pièce
1	Notice explicative	DUP R.112-4 du Code de l'Expropriation							Contexte - Notice descriptive – Bilan des procédures réglementaires
2	Identité du demandeur								Identité du demandeur
3	Plan de situation	DUP R.112-4 du Code de l'Expropriation							Plan de situation
4	Plan général des travaux	DUP R.112-4 du Code de l'Expropriation			Plans parcellaires Plan des ouvrages prévus Objet des travaux et caractère technique	R.152-4 du Code Rural			Plan général des travaux Plan parcellaire
5	Caractéristiques principales des ouvrages les plus importants	DUP R.112-4 du Code de l'Expropriation			Objet des travaux et leur caractère technique	R.152-4 du Code Rural			Caractéristiques principales des ouvrages
6	Appréciation sommaire des dépenses	DUP R.112-4 du Code de l'Expropriation							Appréciation sommaire des dépenses
7			Résumé non technique	Impact R.122-5 Enquête R.123-8 du Code de l'Env.					Résumé non technique de l'étude d'impact
8			Etude d'impact	Impact R.122-5 Enquête R123-8 du Code de l'Env.					Étude d'impact (tranches 1,2 et 3) + Evaluation socio économique
			Évaluation des incidences Natura 2000	R.214-32 Code de l'Env. R.414-23 Code de l'Env.					
8 bis			Atlas cartographique de l'étude d'impact	Impact R.122-5					Atlas cartographique de l'étude d'impact
9			Moyens de surveillance et sécurité Moyens de suivis	Impact R.122-5					Moyens de surveillance, de suivi et de sécurité



	DUP		Evaluation Environnementale		Code Rural		Code de l'urbanisme		Constitution du dossier soumis à enquête
Pièce	Liste des pièces	Référence réglementaire	Liste des pièces	Référence réglementaire	Liste des pièces	Référence réglementaire	Liste des pièces	Référence réglementaire	Intitulé de la pièce
10			Législations relatives à l'enquête publique	Enquête R.123-8 du Code de l'Env.					Législation relative à l'enquête publique
11					Liste des propriétaires Atlas parcellaire	R.152-4 du Code Rural			Liste des propriétaires (Dossier d'enquête parcellaire)
12			Document attestant le droit de réaliser les travaux						Justificatif de la maîtrise foncière du terrain
13							Mise en Compatibilité du PLU de Bovel	L.153-54 à 153-58 du Code de l'Urb.	Mise en Compatibilité du PLU de Bovel